

Mercredi 28 mai 2025 - [Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)

L'indécence d'ArcelorMittal : suppression de postes pour les salariés, rachat des Boston Celtics pour les actionnaires

Thomas Dallery, maître de conférences en économie à l'Université du Littoral Côte d'Opale, Tristan Auvray, maître de conférences en économie à l'Université Sorbonne Paris Nord

En plein plan social, le directeur général Aditya Mittal investit un milliard de dollars dans le rachat de la franchise américaine de basket des Boston Celtics. Cette «provocation» renforce l'idée d'une nécessaire nationalisation des sites français d'ArcelorMittal, selon deux économistes.

Tandis que les salariés d'ArcelorMittal affrontent l'angoisse des licenciements et l'incertitude sur l'avenir de leurs sites, le groupe, deuxième producteur mondial d'acier, continue de défrayer la chronique. Les annonces récentes de suppressions de postes, les tergiversations autour des investissements de décarbonation à Dunkerque et la dépendance croissante aux aides publiques n'ont pas encore quitté le devant de l'actualité que, déjà, une nouvelle illustration de l'indécence du groupe revient secouer sa communication.

Son directeur général, Aditya Mittal, compte investir 1 milliard de dollars (877 millions d'euros) dans la franchise des Boston Celtics dans le cadre du [rachat le plus cher d'une équipe de sport aux États-Unis](#). Dans quelle mesure cette financiarisation du sport est-elle rendue possible

par la financiarisation de l'entreprise ?

Depuis des années, ArcelorMittal organise la mise en concurrence des travailleurs et des territoires à l'échelle mondiale, délocalisant la production là où les normes sociales et environnementales sont les plus faibles (comme l'incarnent les récentes annonces de délocalisation des services support en Inde), tout en profitant de largesses des régimes fiscaux pour payer le moins d'impôts possible, et en recevant le plus d'aides aux entreprises possibles.

Du fait des mécanismes de report de pertes et de pratiques d'optimisation fiscale agressive, ArcelorMittal France, la principale entité du groupe dans le pays, d'après ses comptes, a ainsi payé seulement 18,8 millions d'euros d'impôt sur les sociétés pour un résultat net de 907 millions d'euros en

2021, soit un taux d'imposition effectif de 2% sur cette année-là. Mais le groupe reçoit également de nombreuses aides publiques,

ainsi qu'il l'a déclaré lors de la Commission d'enquête du Sénat sur les aides aux entreprises : près de 300 millions d'euros d'aides en France pour la seule année 2023.

Choyer ses actionnaires

Si la rentabilité de la production d'acier en France dépend de l'évolution du prix erratique de la tonne d'acier et des vicissitudes des prix de l'énergie, ArcelorMittal France reste une entreprise dont l'accumulation des résultats avant impôts sur les 10 dernières années est positive de plus de 500 millions de dollars. Quant au groupe ArcelorMittal au niveau mondial, d'après ses comptes, les résultats sont encore plus profitables, avec une rentabilité économique

(Return On Capital Engaged, ROCE) de 10% en moyenne sur la période 2013-2024, ce qui a surtout ruisselé sur les actionnaires.

Ainsi, depuis le rachat d'Arcelor par Mittal, en 2006, le groupe a distribué 9,8 milliards de dividendes, et il a même procédé à 15,1 milliards d'euros de rachats de ses propres actions. Certes, le groupe a aussi procédé à des émissions d'actions de 7,2 milliards d'euros sur la période, notamment pour augmenter son capital lors des périodes de crise de l'acier (2013, 2016, 2020). Mais cela laisse des rachats d'actions nets des émissions à hauteur de 7,9 milliards d'euros, soit près de 40% de la capitalisation boursière moyenne du groupe sur ces dernières années (environ 20 milliards d'euros).

Le groupe arrive ainsi à la première place française du classement des entreprises ayant le plus racheté leurs actions (lettre Vernimmen, janvier 2025). Au final, ce sont donc 17,7 milliards d'euros qui sont distribués aux actionnaires si on additionne les rachats nets d'actions aux dividendes. Appliquant à la lettre les maximes de la financiarisation, le groupe ArcelorMittal sait donc choyer ses actionnaires... parmi lesquels la famille Mittal représente justement

près de 45% des droits de vote et des droits à dividendes.

Maillot vert contre acier vert

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser l'investissement du fils Mittal, Aditya, à hauteur d'un milliard de dollars dans la franchise américaine de basket des Boston Celtics. Ce montant, qui a fait la une de la presse financière, n'est pas un simple caprice de milliardaire : il incarne la déconnexion abyssale entre la réalité vécue par les salariés du groupe et le train de vie de ses actionnaires familiaux.

Un milliard de dollars, c'est à peine quelques années de dividendes pour la famille Mittal : si on applique la part de droits aux dividendes qu'elle détient (45%), il suffit d'accumuler les dividendes distribués par le groupe ArcelorMittal depuis 2014 (2 085 millions d'euros) pour obtenir 938 millions d'euros, ce qui suffit largement pour disposer, au taux de change actuel, du milliard de dollars nécessaire pour acheter les parts des Boston Celtics.

Alors que les salariés d'ArcelorMittal voient leur avenir sacrifié, que les investissements nécessaires à la décarbonation de la production sont sans cesse reportés ou conditionnés à de

nouvelles aides publiques, la famille Mittal utilise les profits générés par le groupe pour s'offrir un jouet de prestige outre-Atlantique. La déconnexion entre les réalités du terrain industriel et les choix de la direction du groupe est telle qu'on peut même se demander s'il ne s'agit pas d'une pure provocation de la part de la famille Mittal. En attendant, le verdissement de l'image de Mittal passera davantage par le maillot des Celtics que par la décarbonation de la production d'acier en Europe.

La nationalisation des sites français d'ArcelorMittal apparaît dans ce contexte d'autant plus nécessaire. Au lieu de travailler pour générer des profits qui permettent à des actionnaires d'avancer toujours plus loin sur la voie de la sécession d'avec le reste de la société, les salariés pourraient retrouver davantage de sens à leurs efforts si ces derniers contribuaient à dégager des ressources pour améliorer l'outil de production et les conditions de travail.